



BREXIT ET NEGOCIATIONS COMMERCIALES

AVIS DE TEMPETE

I - BREXIT

Le Brexit a été un défi évoqué lors de chacun des Global Food Forum. L'analyse préparée l'année dernière soulignait que «Le choc politique du Brexit doit encore être traduit en termes économiques et commerciaux, mais le compte à rebours a déjà commencé»

Le temps s'est écoulé et le Brexit est au tournant, arrivant dans 6 mois. Où en sont les négociations ? Quels sont les perspectives probables ? Quelles en seront les conséquences dans les secteurs agro-alimentaires au sein de l'Union Européenne ?

Nous sommes arrivés à une étape où, malgré le fait que seuls quelques mois nous séparent du Brexit, nous avons plus de questions que de réponses. Si nous nous en tenons aux faits, la seule certitude que nous avons est que le 29 Mars 2019, le Royaume-Unis ne fera plus partie de l'Union Européenne. Un abandon du Brexit n'est pas envisageable au regard de la politique actuelle du Royaume-Unis, et le temps se fait court.

Le niveau d'incertitude actuel est stupéfiant. Il n'y a toujours aucune clarté quant à la forme de la relation post-Brexit entre le Royaume-Unis et l'Union Européenne à 27. Le sujet des frontières Irlandaises a été un obstacle majeur, sans aucune solution acceptable à ce jour. La situation politique du Royaume-Unis ne fait qu'accentuer l'incertitude des négociations.

Nonobstant, nombreux sont ceux qui pensent que l'Union Européenne et le Royaume-Unis trouveront une « sortie de secours » du désordre actuel, protégeant les intérêts des deux partis. L'idée première d'étendre la participation du Royaume-Unis au sein du marché unique jusqu'à fin 2020 s'ajoute à une perception (dangereuse) que rien de fondamental ne changera.

Afin d'examiner plus en profondeur où nous en sommes réellement, il s'avère utile de comprendre que le Brexit doit être pensé comme un processus, au lieu d'un événement unique.

Ce processus a évolué durant l'année 2017 : il y a eu un premier compromis qui a permis à l'Union Européenne d'accepter d'engager les négociations sur le futur des relations, incluant les termes commerciaux. Comme dit précédemment, un des éléments de ce compromis fut le maintien du Royaume-Uni dans le marché unique jusqu'à fin 2020, afin d'avoir plus de temps pour trouver une solution générale évitant un retour d'une frontière rigide entre le Royaume Uni et l'Irlande.

Peu d'autres avancées ont été accomplies. Même la compréhension du problème crucial qui est d'éviter une frontière rigide est un peu plus que confuse. Cet objectif s'avère irréalisable sous les termes exprimés avec les solutions suggérées jusqu'alors par les parties. Nonobstant, ce flou a tout de même permis d'entamer les négociations sur le futur des relations, ce qui, en soit, a été un point positif.

Cependant les négociations n'ont pas réellement avancé depuis. Le Royaume-Uni admet devoir éviter une frontière rigide entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, mais refuse de la remplacer par une frontière entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni. Si ce dernier, avec son gouvernement figé en sa position actuelle, refuse de rester dans un marché unique, ni dans l'union douanière, avec toutes ses obligations, il n'existe pas de solution concrète permettant d'équilibrer le processus d'exclusion et de ne pas avoir de frontière rigide avec l'UE. Comment les flux de marchandises en provenance de pays tiers pourraient-ils être contrôlés s'ils pouvaient franchir librement la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord ? Comment la protection des frontières de l'UE et la conformité aux normes et réglementations de l'UE seraient-elles appliquées ? Par le Royaume-Uni sous délégation de l'UE ? Quelles garanties l'UE aurait-elle en particulier si le Royaume-Uni n'accepterait plus la juridiction des tribunaux européens ?

La conclusion inéluctable est qu'il n'y a pas de modèle imaginable qui permettrait d'éviter une frontière rigide autre que laisser le Royaume-Uni dans l'Union douanière. Le Royaume-Uni pourrait demander de prolonger la période de transition au-delà de 2020, mais une période trop longue se heurterait à une forte réaction de ceux qui veulent quitter l'UE, mais resteraient soumis aux règles de l'UE sans avoir de place à la table des décisions.

Sans surprise, le gouvernement du Royaume-Uni cherche des voies intermédiaires qui protégeraient ses intérêts économiques. Une option proposée en juillet serait de rester dans l'Union douanière, mais uniquement pour les biens, excluant ainsi les services, tout en étant libres d'adopter des accords de libre-échange avec des pays tiers. Cette option est présentée par les autorités britanniques comme permettant d'éviter la nécessité d'une frontière ferme et maintiendrait le statu quo en ce qui concerne le commerce des marchandises. Ceci est avancé comme pouvant être une bonne nouvelle, en particulier pour le secteur agroalimentaire de l'UE, car cela maintiendrait la situation actuelle, l'UE27 bénéficiant d'un excédent commercial avec le Royaume-Uni. Sans parler de tous les autres secteurs où l'UE27 a une balance commerciale positive, et ceux-ci sont clairement dominants.

Le problème avec cette solution intermédiaire d'un point de vue commercial est double : premièrement les échanges de services et de biens sont inséparables dans de nombreux domaines ; deuxièmement si le Royaume-Unis décide de signer des accords de libre échanges avec les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, pourquoi pas le Mercosur, la concurrence pour les produits agro-alimentaires sur le marché du Royaume-Unis changerait dramatiquement au détriment des intérêts de l'Union Européenne. De plus, le marché UE serait ouvert à un détournement d'échanges et aux produits peu chers importés au Royaume-Uni. Cela pourrait ne pas être un problème dans les secteurs économiques qui ont peu voire pas de protection tarifaire, mais serait définitivement un problème majeur pour le secteur agro-alimentaire. Nous devons nous demander encore : comment est-ce que les flux de biens provenant de pays tiers peuvent être contrôlés s'ils peuvent passer librement les frontières? Comment la protection des frontières de l'Union Européenne et la conformité aux normes et réglementations de l'Union Européenne seraient-elles appliquées ?

Or, nous sommes à peine six mois avant que le Brexit n'arrive réellement. Le manque de solutions politiquement viables est alarmant. Alors que l'idée de garder le Royaume-Unis dans l'union douanière jusqu'à fin 2020 n'est actuellement rien de plus qu'une hypothèse, dépendant d'un accord officiel prenant effet à la fin des six prochains mois, la possibilité d'un Brexit "dur" (avec une frontière rigide) est actuellement à son apogée, sans être la seule solution possible.

Les conséquences d'un Brexit "dur" sont si importantes pour le Royaume-Uni, et pour certains secteurs au sein de l'Union Européenne —le secteur agro-alimentaire avant tout— qu'un autre résultat possible serait d'accepter de prolonger la période de transition afin de donner le temps aux deux partis de trouver un terrain d'entente pour les relations futures. Certains espèreraient qu'avec le Royaume-Uni déjà en dehors de l'Union Européenne l'état d'esprit des négociations et le climat politique seraient enclins à trouver une solution, tellement insaisissable actuellement. Dans ce scénario, nous nous retrouverions probablement à négocier un accord de libre-échange le plus large possible, ce qui, pour le secteur agro-alimentaire de l'Union Européenne, serait préférable à un Brexit "dur", mais clairement pire que la situation actuelle — car le Royaume-Uni négociera par ailleurs des accords de libre-échange avec des pays tiers extrêmement compétitifs, comme mentionné précédemment.

Le chapitre prochain traite de l'impact du Brexit sur les secteurs clefs de l'agro-alimentaire au sein de l'Union Européenne — bœuf, porc, volaille, viande de mouton, de chèvre, produits laitiers, sucre et vins— afin d'illustrer et sensibiliser les défis à venir.

Aperçu général des échanges actuels

60% des produits issus de l'agroalimentaire consommés au Royaume-Uni sont importés. Et presque 75% proviennent de l'Union Européenne.

L'année dernière, l'Union Européenne à 27 exporta des produits agro-alimentaires vers le Royaume-Unis d'une valeur de plus de 38 milliards d'euros, et en importa pour seulement 16 milliards d'euros — soit un surplus de 22 milliards d'euros.

Le Royaume-Uni est un débouché majeur pour les pays traditionnels exportant de biens agro-alimentaires, tel les Pays-Bas (€6.5 milliards), Irlande (€5.4 milliards), la France (€5.4 milliards) et l'Allemagne (€5.1 milliards).

Le secteur agro-alimentaire en Espagne (€3.8 milliards), l'Italie (€3.1 milliards), la Belgique (€2.9 milliards), la Pologne (€1.9 milliards) et le Danemark (€1.7 milliards) est aussi exposés au Brexit avec certains secteurs faisant face à de sérieux risques.

Un mot d'avertissement est approprié : les chiffres présentés pour les Pays-Bas et la Belgique peuvent refléter en grande partie les flux via leurs ports, et non strictement leur production nationale. Mais cela ne diminue en rien la conclusion selon laquelle de nombreux de pays de l'Union européenne ont des intérêts commerciaux substantiels sur le marché britannique.

Tableau 1 : aperçu des échanges entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni en 2017
(Sources : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	89.801.177,28	262.319.627,65
Belgique	799.908.307,59	2.866.356.399,84
Bulgarie	68.551.981,72	65.547.096,60
Croatie	25.782.289,30	8.547.571,02
Chypre	94.038.267,09	97.009.688,96
République Chèque	146.960.068,62	168.623.918,42
Danemark	426.699.362,66	1.713.758.771,52
Estonie	30.412.539,19	11.302.386,59
Finlande	138.577.822,80	43.705.468,73
France	2.734.523.101,07	5.379.809.291,58
Allemagne	1.643.250.247,51	5.118.324.966,07
Grèce	153.158.103,85	356.268.112,87
Hongrie	61.468.589,82	190.632.540,77
République d'Irlande	4.599.262.510,30	5.395.789.091,28
Italie	663.652.013,60	3.127.815.529,79
Lettonie	192.582.213,11	61.364.804,46
Lituanie	31.919.482,99	137.225.712,69
Luxembourg	9.631.353,29	8.723.322,67

Malta	68.539.359,97	4.080.038,00
Pays-Bas	1.873.114.189,49	6.541.486.997,90
Pologne	442.847.817,00	1.930.722.826,51
Portugal	198.052.147,71	334.559.710,44
Roumanie	84.862.443,22	204.507.851,55
Slovaquie	27.556.642,43	74.014.482,70
Slovénie	20.783.834,16	20.176.250,51
Spain	1.135.634.933,57	3.754.265.086,64
Suède	398.067.072,15	508.952.955,02
Total	€16.159.637.871,46	€38.385.890.500,78

Analyse sectorielle des défis des échanges post Brexit entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni.

Viande : un froid supplémentaire pour le bœuf européen

Il est clair qu'en absence d'un ALE avec le Royaume-Uni, le commerce de la viande s'effondrerait, les tarifs WTO étant suffisamment importants pour empêcher un quelconque flux commercial. Même si un ALE est en place, le réel jeu pour le futur de ce commerce est lié avec les termes des ALE que le Royaume-Uni passera avec le reste du monde. Comme mentionné précédemment, il est prévisible que le Royaume-Uni négociera des ALE avec des pays tels les Etats-Unis, l'Australie, le Mercosur, ce qui paverait la route vers un approvisionnement important du marché des 65 millions d'Anglais par les pays susnommés. Les exportateurs de l'Union Européenne 27 risquent de devoir entrer en concurrence sur le futur marché britannique avec les producteurs de viande les plus compétitifs dans le monde. Par conséquent, il est illusoire de penser qu'ils vont garder leurs parts actuelles dans le marché du Royaume-Uni, au contraire, les exportateurs communautaires doivent s'attendre à ce qu'elles diminuent drastiquement.

Pour les producteurs de viande, l'effet de cascade d'accords commerciaux entre le Royaume-Uni et le reste du monde va devoir être géré avec précaution. Des mesures de précaution sérieuses quant aux futures exportations du Royaume-Uni seront nécessaires afin d'éviter un Royaume-Uni post-Brexit qui, ouvert sur le marché global de la viande, ne se transforme pas vers une ouverture de facto de l'Union Européenne sur le marché mondial, en divertissant la production de viande du Royaume-Unis vers l'Union Européenne et satisfaisant les besoins de la consommation du Royaume-Unis à travers des importations.

Plus d'un milliard d'euros de viande bovine de l'UE27 vont en direction du Royaume-Unis, majoritairement en provenance d'Irlande (785 millions d'euros). Le surplus commercial en faveur de l'Union Européenne à 27 est de plus de 600 millions d'euros. C'est une épée de Damoclès de plus pour tout le secteur bovin de l'Union Européenne, qui est déjà sous pression de l'agenda d'échanges de l'Union Européenne tout en faisant face à une crise structurelle.

De plus, des futurs ALE du Royaume-Uni avec les plus grands pays producteurs de bœuf hors UE auront un effet indirect, en poussant les producteurs de bœuf Irlandais à trouver de nouveaux débouchés sur le marché mondial mais aussi et surtout dans le marché domestique européen. L'impact sur les prix, en particulier pour les morceaux de choix, serait dévastateur pour ce secteur déjà dans une situation économique précaire.

L'Union Européenne à 27 jouit d'un surplus tout aussi important dans le secteur de la viande porcine, de plus de 800 millions d'euros en 2017 pour plus d'un milliard d'exports. Les producteurs danois, allemands, néerlandais et irlandais seront les plus affectés. Le Brexit, conjugué avec l'embargo russe, induirait une dépendance accrue d'exports de l'UE au marché chinois.

Aucun secteur de viande ne sera épargné : dans le secteur de la viande de volaille, l'Union Européenne à 27 exporte plus 1,2 milliard d'euros vers le Royaume-Unis, avec un surplus encore plus important que les autres viandes, d'un peu moins de 900 millions d'euros. Les Pays-Bas et la Pologne sont de loin les plus gros exportateurs dans ce secteur.

De son côté, le Royaume-Uni est censé porter une attention toute spéciale aux échanges de 440 millions d'euros de viande de mouton, exportée ou réexportée, en particulier dans le contexte de ses futurs relations bilatérales avec la Nouvelle-Zélande. Une partie importante de ces échanges est faite avec le marché français (200 millions d'euros). Les producteurs de Nouvelle-Zélande bénéficient d'un quota de 280 000 tonnes sans tarif vers l'Union Européenne. Ils voient le Brexit comme une « opportunité d'un temps qui change », visant une présence tant sur le marché de l'UE27 que sur le marché britannique et la possibilité de s'arbitrer librement entre les deux marchés selon leur intérêt.

Tableau 2 : Aperçu des échanges bovins entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

BOEUF	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	1.456.827,66	5.727.297,42
Belgique	15.450.650,68	8.107.493,02
Bulgarie	4.368.956,32	56.768,17
Croatie		
Chypre	437.843,92	43.037,38
République Chèque	2.706.634,56	47.887,77
Danemark	10.692.518,66	5.192.296,21
Estonie	-	-
Finlande	341829,908	66.893,41
France	52.449.310,00	8.626.605,81
Allemagne	22.997.553,29	36.528.152,00
Grèce	1.903.216,53	2.130,25
Hongrie	22.079,49	52.482,58

République d'Irlande	143.601.118,65	784.933.069,39
Italie	31.835.649,15	11.355.261,67
Lettonie	124.637,14	-
Lituanie	87.014,94	-
Luxembourg	100.527,81	-
Malta	578.401,43	3.289,50
Pays-Bas	96.713.819,67	83.092.852,63
Pologne	4.534.575,89	73.455.096,04
Portugal	5.744.389,60	1.660.698,12
Roumanie	570.250,12	98.986,31
Slovaquie	290.425,58	-
Slovénie	7.908,27	-
Spain	9.712.575,38	9.646.310,66
Suède	5.227.239,34	35.841,09
Total	€ 411.955.953,98	€ 1.028.732.449,42

(Bovins vivants ; viande bovine réfrigéré ; viande bovine congelée)

Tableau 3 : Aperçu des échanges porcins entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

PORCIN	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	4.995,30	4.900.734,20
Belgique	7.864.920,99	68.305.622,70
Bulgarie	670.647,85	171.906,48
Croatie	97.766,59	-
Chypre	236.944,62	-
République Chèque	824.035,91	-
Danemark	38.692.210,25	333.727.792,51
Estonie	179.861,54	-
Finlande	3461,794	52.255,52
France	5.774.171,98	50.898.761,75
Allemagne	42.967.201,80	211.406.645,62
Grèce	55.594,08	12.299,98
Hongrie	185.903,13	465.678,61
République d'Irlande	95.013.500,33	141.456.512,17
Italie	1.200.622,96	11.459.286,64
Lettonie	41.466,22	18.833,35

Lituanie	134.255,77	-
Luxembourg	1.179,79	-
Malta	88.309,98	-
Pays-Bas	12.442.088,13	108.829.901,28
Pologne	2.930.259,15	34.106.074,85
Portugal	289.633,72	6.092.751,74
Roumanie	787.148,52	2.797.244,79
Slovaquie	250.845,43	18.688,44
Slovénie	-	-
Spain	3.079.349,06	86.389.877,10
Suède	7.585.332,63	43.716,27
Total	€ 221.401.707,49	€ 1.061.154.583,99

(Porc vivant ; viande porcine réfrigérée ou congelée)

Tableau 4 : Aperçu des échanges de volaille entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

VOLAILLE	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	130.889,82	371.355,57
Belgique	5.861.387,74	53.663.620,40
Bulgarie	581.470,72	1.680.596,02
Croatie	5.358,14	-
Chypre	512.520,09	-
République Chèque	1.390.452,27	2.868,47
Danemark	8.937.996,12	8.797.408,94
Estonie	1.175.117,04	1.694,39
Finlande	235401,992	-
France	40.339.373,82	36.978.560,61
Allemagne	31.531.636,55	108.818.062,26
Grèce	1.166.499,07	23.616,42
Hongrie	11.885.385,10	14.077.939,83
République d'Irlande	85.485.245,52	129.259.110,35
Italie	5.381.396,43	28.677.118,12
Lettonie	1.825.231,46	4.416,81

Lituanie	415.860,27	1.132.634,19
Luxembourg	1.983,06	-
Malta	951.102,23	-
Pays-Bas	46.141.752,47	514.886.615,99
Pologne	14.126.588,64	261.652.273,86
Portugal	4.054.877,81	354.318,15
Roumanie	7.836.540,89	30.712.125,85
Slovaquie	915.901,24	-
Slovénie	524,39	127.911,81
Spain	29.157.463,15	14.647.169,89
Suède	4.468.466,35	-
Total	304.516.422,34 €	1.205.869.417,91 €

(Volaille vivante : poules de l'espèce Gallus Domesticus, canards, oies, dindes et pintades ; viande et abats desdites espèces, réfrigérés ou congelés.)

Tableau 5 : Aperçu des échanges de moutons et chèvres entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

MOUTON&CHEVRE	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	4.269.951,75	333,17
Belgique	48.895.554,83	397.713,81
Bulgarie	1.119.185,22	149.502,95
Croatie	-	-
Chypre	76.035,10	-
République Chèque	185.915,68	-
Danemark	2.182.483,12	62.968,37
Estonie	-	-
Finlande	32964,631	-
France	203.038.750,15	1.301.834,22
Allemagne	70.903.183,37	1.775.942,54
Grèce	121.190,17	-
Hongrie	7.724,57	-
République d'Irlande	48.659.424,88	23.796.912,79
Italie	24.279.660,76	6.478,60
Lettonie	39.142,01	-
Lituanie	-	-

Luxembourg	3.917,05	-
Malta	45.322,80	-
Pays-Bas	23.147.396,26	5.025.147,70
Pologne	2.104.875,72	131.380,45
Portugal	6.151.747,14	-
Roumanie	79,87	33.690,31
Slovaquie	6.159,12	-
Slovénie	7.739,40	-
Spain	3.045.294,77	4.656.336,57
Suède	785.099,28	84.181,84
Total	€ 439.108.797,65	€ 37.422.423,30

(Moutons et chèvres vivants ; viandes de moutons et chèvre, réfrigérées ou congelées)

Vins et spiritueux : Vins du Nouveau Monde et Scotch Whisky

Pendant plus de 20 ans les producteurs de vin issus de l'Union Européenne ont travaillé afin de stopper le déclin de leurs parts du marché anglais. Leurs efforts pour repousser l'assaut du Nouveau Monde pourraient être remis en cause du fait du Brexit, conduisant le Royaume-Unis à s'ouvrir plus largement encore aux exports du Nouveau Monde. Le souhait du Royaume-Unis d'ouvrir son marché aux pays du Nouveau Monde pour le secteur viticole va diminuer l'attraction du marché anglais aux vins issus de l'Union Européenne, et probablement éroder ses parts de marché quelle que soit la situation, tout particulièrement dans le cas d'un Brexit "Dur" (bien que les tarifs sont beaucoup plus bas que pour les produits à base de viande)

Le Royaume-Uni est un marché important pour les producteurs traditionnels de l'Union Européenne, d'une valeur de 2,6 milliard d'euros, avec la France menant le cortège (1.1 milliard d'euros), suivi par l'Italie (780 millions d'euros) et l'Espagne (280 millions d'euros)

Le Royaume-Uni souhaitera, de son côté, sécuriser un accès privilégié à un marché de l'UE27 pour les Scotch Whiskies. Cette ligne tarifaire (plus d'1.7 milliard d'euros) représente 10% des exports agro-alimentaires du Royaume-Uni, avec la France, l'Allemagne et l'Espagne comme principaux débouchés.

Tableau 6 : Aperçu des échanges de vin entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

VINS	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	2.559.715,98 €	6.681.710,83 €
Belgique	10.243.458,72 €	37.312.632,85 €
Bulgarie	337.924,27 €	2.083.610,91 €
Croatie	146.554,60 €	56.925,63 €
Chypre	2.079.561,50 €	181.148,58 €
République Chèque	3.936.202,40 €	1.792.643,36 €
Danemark	29.215.769,39 €	13.474.081,55 €
Estonie	1.644.241,47 €	35.430,33 €
Finlande	6.392.979,64 €	328.566,92 €
France	56.216.089,88 €	1.134.425.937,95 €
Allemagne	32.406.452,66 €	174.894.669,58 €
Grèce	315.718,12 €	2.736.686,22 €
Hongrie	568.801,05 €	9.940.844,98 €
République d'Irlande	55.678.918,49 €	16.229.524,67 €
Italie	3.802.521,70 €	775.860.992,08 €
Lettonie	5.801.067,64 €	46.277,82 €
Lituanie	863.229,26 €	108.765,83 €
Luxembourg	131.097,48 €	533.164,20 €
Malta	974.168,69 €	69.156,01 €
Pays-Bas	61.023.895,34 €	24.297.869,98 €
Pologne	4.104.155,32 €	10.940.503,60 €
Portugal	670.431,06 €	69.041.524,34 €
Roumanie	376.184,28 €	5.368.749,58 €
Slovaquie	273.174,80 €	831,79 €
Slovénie	129.401,95 €	520.208,14 €
Spain	15.880.933,19 €	282.231.105,69 €
Suède	19.621.716,53 €	9.990.104,23 €
Total	€ 315.394.365,39	€ 2.579.183.667,66

(Vins de raisins frais, incluant Vins cuits ; le raisin doit être : en partie fermenté et d'une force alcoolique réelle de > 0,5 % degré ou le raisin doit être, avec l'alcool supplémentaire, d'une force alcoolique réelle de > 0,5 % degré ; vermouth et autres vins de raisins frais, aromatisés de plantes ou de substances aromatiques)

Tableau 7 : Aperçu des échanges de spiritueux (à base de raisin distillé ou de marc de raisin) entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Uni)

SPIRITUEUX	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	745.705,11 €	2.328.596,16 €
Belgique	2.033.606,58 €	19.868.701,95 €
Bulgarie	128.321,42 €	28.159,88 €
Croatie	99.116,39 €	12.828,26 €
Chypre	706.087,31 €	65.788,92 €
République Chèque	180.560,97 €	1.683.283,07 €
Danemark	3.916.318,20 €	6.828.469,68 €
Estonie	326.003,10 €	36.920,48 €
Finlande	925.397,78 €	13.645,22 €
France	12.333.131,76 €	228.595.001,65 €
Allemagne	7.694.556,00 €	29.921.475,61 €
Grèce	186.822,78 €	822.293,60 €
Hongrie	436.861,52 €	1.254.508,96 €
République d'Irlande	13.391.937,54 €	13.434.110,04 €
Italie	5.153.482,82 €	50.631.150,47 €
Lettonie	283.724,48 €	66.427,88 €
Lituanie	379.671,17 €	20.637,27 €
Luxembourg	65.802,61 €	619,56 €
Malta	400.826,45 €	-
Pays-Bas	8.949.003,34 €	12.735.619,51 €
Pologne	674.165,56 €	10.903.264,79 €
Portugal	333.764,18 €	4.954.340,66 €
Roumanie	313.267,26 €	1.225.739,79 €
Slovaquie	199.172,96 €	831,79 €
Slovénie	129.609,61 €	228.975,88 €
Spain	8.123.908,59 €	26.359.739,13 €
Suède	1.600.716,89 €	8.601.283,59 €
Total	€ 69.711.542,36	€ 420.622.413,78

Sucre et produits dérivés : produits raffinés de sucre de canne menaçant le marché de l'Union Européenne ?

Avoir le Royaume-Uni ouvert au marché mondial changera singulièrement le paysage du sucre de l'Union Européenne, et l'équilibre délicatement atteint entre les producteurs de sucre de betterave et sucre de canne. Les anciennes tensions entre les coopératives des

raffineurs de sucre de betterave européens (Français, Allemands et Néerlandais) et celles des raffineurs de sucre de canne appartenant aux Etats Unis (American Sugar Refining — Tate&Lyle, qui possède, à Londres, 25% de la capacité totale de raffinage de l'Union Européenne) sont prêtes à refaire surface.

D'une part, les producteurs de sucre de l'Union Européenne jouissent d'un débouché important sur le marché anglais (970 millions d'euros), d'autre part, Tate&Lyle se tient prêt à redevenir compétitif grâce aux potentiels ALE du Royaume-Unis avec les pays producteurs de sucre de canne. Dans ce cas, en assumant que la filière de sucre de betterave maintient sa production, le marché anglais passera probablement d'une position déficitaire à une position de surplus.

Des restrictions via les strictes règles actuelles de l'Union Européenne sur les origines dans le secteur sucrier devront être appliquées au Royaume-Unis afin d'éviter un commerce triangulaire faisant des dégâts dans un contexte post-Brexit, prenant en compte que le sucre brut raffiné en sucre blanc n'est pas considéré comme une transformation suffisamment importante pour permettre aux opérateurs de rebaptiser leur produit comme "local"

Tableau 8 : Aperçu des échanges de sucre entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

SUGAR	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	3.544.084,06 €	2.300.718,11 €
Belgique	16.795.677,46 €	179.627.172,46 €
Bulgarie	619.875,63 €	1.083.349,83 €
Croatie	194.524,53 €	72.563,04 €
Chypre	2.033.303,08 €	11.391,74 €
République Chèque	2.720.512,54 €	41.234.284,08 €
Danemark	10.619.931,67 €	11.202.972,40 €
Estonie	367.544,63 €	23.613,00 €
Finlande	2.132.546,12 €	9.908.677,91 €
France	23.961.729,10 €	255.426.222,52 €
Allemagne	31.431.212,58 €	133.142.309,88 €
Grèce	1.457.578,44 €	6.229.543,94 €
Hongrie	710.638,76 €	8.513.943,47 €
République d'Irlande	121.924.561,54 €	44.262.294,99 €
Italie	23.343.349,32 €	19.024.223,89 €
Lettonie	295.867,01 €	645.351,88 €

Lituanie	1.365.932,18 €	506.467,08 €
Luxembourg	384.477,07 €	86.916,82 €
Malta	2.434.711,44 €	2,28 €
Pays-Bas	35.940.517,60 €	157.756.964,82 €
Pologne	14.635.140,33 €	35.129.764,08 €
Portugal	2.845.615,21 €	1.362.188,56 €
Roumanie	1.071.422,96 €	386.193,13 €
Slovaquie	1.111.615,83 €	8.325.992,24 €
Slovénie	812.900,89 €	1.534,65 €
Spain	12.564.966,98 €	46.237.124,09 €
Suède	8.490.372,69 €	2.041.295,78 €
Estimations	346.179,40 €	3.541.381,03 €
Total	€ 324.156.788,99	€ 968.084.457,68

Lait et produits laitiers : une compétition accrue dans un grand marché.

Le défi du Brexit pour le secteur laitier est plus que significatif (3,7 milliards d'euros d'exportations dans l'UE27). L'Irlande (875 millions d'euros) mais aussi la France (678 millions d'euros), l'Allemagne (465 millions d'euros), les Pays-Bas (265 millions d'euros) et l'Italie (232 millions d'euros) ont de sérieux intérêts sur le marché britannique.

Même si la balance commerciale n'est pas en sa faveur, le Royaume-Uni occupe également une position importante sur le marché irlandais (en particulier via l'Irlande du Nord) et en France. Au total, près de 1,5 milliard d'euros de produits laitiers sont exportés ou réexportés du Royaume-Uni vers le marché intérieur de l'UE.

Pour mettre les choses en perspective, les volumes de beurre exportés vers le Royaume-Uni sont trois fois plus importants que ceux exportés vers la Russie et les volumes de fromage sont le double. Il convient de rappeler l'impact dévastateur de l'interdiction russe sur le marché laitier de l'UE.

Un Brexit "Dur" aurait un impact de plus grande ampleur que la crise russe. Même en cas d'ALE Royaume-Uni-UE27, un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et les États-Unis entraînerait inévitablement une concurrence accrue sur le marché britannique pour les exportateurs européens. leur part de marché. Les pertes sur le marché britannique entraîneraient une pression accrue sur le marché intérieur de l'UE-27 et contribueraient à une autre crise laitière.

Tableau 9 : Aperçu des échanges de produits laitiers entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

PRODUITS LAITIERS	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	3.183.949,09 €	14.302.933,62 €
Belgique	117.922.502,89 €	244.524.751,39 €
Bulgarie	3.102.309,40 €	2.309.268,76 €
Croatie	689.133,19 €	70.302,72 €
Chypre	6.168.891,81 €	69.488.246,38 €
République Chèque	5.540.827,22 €	6.416.682,78 €
Danemark	60.983.982,02 €	265.800.359,97 €
Estonie	680.636,17 €	210.238,38 €
Finlande	2.792.831,41 €	2.613.926,03 €
France	173.682.535,08 €	678.384.348,87 €
Allemagne	123.902.583,16 €	465.225.006,31 €
Grèce	12.440.353,81 €	111.889.684,47 €
Hongrie	2.717.357,68 €	3.366.449,76 €
République d'Irlande	608.137.326,08 €	906.148.741,32 €
Italie	57.357.676,36 €	327.570.200,03 €
Lettonie	758.448,94 €	550.917,02 €
Lituanie	2.067.341,39 €	5.582.106,31 €
Luxembourg	360.103,02 €	619,56 €
Malta	4.187.729,01 €	38.312,50 €
Pays-Bas	205.749.127,19 €	296.648.515,84 €
Pologne	24.114.358,39 €	93.824.215,49 €
Portugal	8.499.368,33 €	8.083.630,15 €
Roumanie	3.810.326,14 €	5.838.581,43 €
Slovaquie	1.211.371,18 €	28.881.177,98 €
Slovénie	353.699,73 €	228.975,88 €
Spain	59.079.420,25 €	91.471.885,39 €
Suède	15.509.618,71 €	16.966.648,32 €
Estimations	1.177.201,65 €	13.251.109,61 €
Total	1.506.181.009,27 €	3.659.687.836,25 €

(Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants; lait et crème concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants; babeurre, lait et crème caillés, yaourts, kephir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, concentrés ou aromatisés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, de fruits ou de cacao ou non; matières sucrantes, n.e.s. ; beurre, y compris beurre déshydraté et clarifié, et autres graisses et huiles dérivées du lait; pâtes à tartiner à base de produits laitiers; fromage et lait caillé)

Fruits et légumes: l’empreinte de carbone, un argument suffisant pour préférer une origine européenne ?

Avec environ 5.1 milliard d’euros en fruits et légumes exportés de l’Union Européenne à 27 vers le Royaume-Uni, les producteurs de l’Union Européenne sont extrêmement exposés aux conséquences du Brexit. L’Espagne (1.9 milliard d’euros) et les Pays-Bas (1.1 milliard d’euros) sont en tête de liste.

De nombreux autres pays sont aussi concernés, comme l’Italie, la Belgique, l’Irlande, la Pologne, la France, l’Allemagne, la Grèce, ou la Chypre, qui sont des exportateurs traditionnels vers le Royaume-Uni.

Les défis pour l’Union Européenne peuvent venir d’un accès plus libre du marché britannique aux exportations d’Afrique du Nord ou des Etats-Unis.

Néanmoins, la proximité au marché devrait permettre aux producteurs de l’Union Européenne de rester dans une position de force, même malgré une compétition accrue avec le reste du monde.

Tableau 10 : Aperçu des échanges de fruits et légumes entre le Royaume-Uni et l’Union Européenne en 2017 (Source : HMRC, Gouvernement du Royaume-Unis)

FRUITS & LEGUMES	Dispatch from the UK (Euros2017)	Arrival to the UK (Euros2017)
Autriche	2.951.234,15 €	3.550.442,85 €
Belgique	31.723.011,92 €	312.160.278,48 €
Bulgarie	266.005,89 €	790.059,21 €
Croatie	725.452,36 €	217.768,98 €
Chypre	1.128.414,77 €	15.164.509,56 €
République Chèque	2.802.036,99 €	347.962,78 €
Danemark	4.108.252,65 €	7.374.292,13 €
Estonie	114.920,38 €	31.386,63 €
Finlande	1.598.107,42 €	156.281,63 €
France	70.146.578,28 €	390.957.130,33 €
Allemagne	35.521.250,30 €	504.303.376,60 €
Grèce	4.980.782,20 €	73.241.540,78 €
Hongrie	1.143.669,94 €	20.019.792,03 €
République d’Irlande	212.789.595,81 €	216.241.313,64 €
Italie	27.415.857,86 €	280.027.053,10 €
Lettonie	108.976,91 €	78.408,38 €
Lituanie	770.101,98 €	2.431.382,00 €
Luxembourg	85.989,18 €	53.495,79 €
Malta	1.764.575,90 €	1.257.045,41 €

Pays-Bas	77.899.668,71 €	1.120.829.973,64 €
Pologne	22.391.595,58 €	215.405.781,02 €
Portugal	4.780.536,70 €	78.545.182,62 €
Roumanie	374.278,81 €	4.086.623,86 €
Slovaquie	1.421.063,01 €	1.933.413,09 €
Slovénie	510.047,54 €	203.768,91 €
Spain	47.557.045,45 €	1.862.768.149,17 €
Suède	10.443.796,64 €	1.307.070,27 €
Estimations	2.460.171,71 €	14.312.098,13 €
Total	€ 567.983.019,04	€ 5.127.795.580,99

II – NEGOCIATIONS COMMERCIALES

Les ALE que l'Union Européenne poursuit activement ajouteront une fois mis en œuvre à la peine de certains secteurs agricoles importants, en fournissant par ailleurs, certes, des opportunités d'exportation à d'autres.

Le secteur le plus à risque est le bœuf. Avec l'exception notable de l'ALE avec le Japon où nous pouvons nous attendre à ce que l'UE développe dans une certaine mesure ses exportations, les ALE avec Mercosur et l'Australie auront directement un impact sur le marché interne par des importations accrues, y compris des morceaux de premier choix, en plus de l'accord récent avec le Canada. Le Mercosur seul risque de représenter une augmentation minimale de 100 000 tonnes sur le marché européen, double de ce qui a été concédé au Canada.

Le secteur de viande porcine serait probablement dans une situation similaire d'importations accrues si le Brésil arrive à exporter des viandes sans hormones vers l'Union Européenne. L'impact ne sera pas aussi important que pour la viande bovine, vue que les volumes importés actuels dans l'Union Européenne sont plus restreints.

De même, la volaille fera face à une compétition accrue, en particulier du Brésil, ce qui signifie que, in fine, tous les secteurs de la viande sont condamnés à être sous une contrainte considérable.

Les autres secteurs qui souffriront seront le sucre et l'éthanol. Encore une fois, le leader mondial qu'est le Brésil sera dans une position lui permettant d'accroître ses exports vers l'Union Européenne de façon importante, augmentant la pression sur un marché encore en train de s'adapter à la fin des quotas de production.

Le secteur laitier pourrait tirer bénéfice d'un ALE avec le Mercosur, mais souffrirait d'un ALE avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Le juste milieu dépend de subtilités sur chacun des ALE, il est donc prématuré de spéculer sur l'effet général sur le marché interne.

En revanche, les produits agricoles transformés, vins et spiritueux, huile d'olive et autres peuvent se retrouver dans une meilleure position.

L'UNION EUROPEENNE ET LES ETATS-UNIS SE DIRIGENT-ILS VERS UN TTIP LEGER ?

Les récentes frictions commerciales résultant des mesures protectionnistes américaines sur l'acier et l'aluminium ont conduit à des discussions au plus haut niveau entre les États-Unis et l'Union Européenne sur la manière d'éviter une nouvelle escalade des droits de douane et des barrières commerciales.

Le résultat n'est pas encore clair, beaucoup dépendra des discussions en cours.

La compréhension commune semble être de travailler au libre-échange sur les produits industriels, sauf dans le secteur automobile, et d'augmenter d'une manière ou d'une autre les importations de certains produits des États-Unis (soja et gaz).

L'Union Européenne prétend que l'agriculture serait hors des négociations, tandis que les États-Unis contestent cela.

Le fait est que, sous les règles de l'OMC, négocier un ALE excluant entièrement un secteur important semble être pour le moins très problématique, voire même aller à l'encontre des principes mêmes de l'OMC sur la libéralisation de « essentiellement tout le commerce » et le respect de l'entendement sur l'application de ces règles.

La question est donc de savoir où vont ces discussions ? Elles pourraient être confrontés à un échec et à un nouveau risque d'escalade des mesures de rétorsion. Le risque existe, il a été clairement exprimé par les États-Unis et le principal objectif semble être le secteur automobile de l'Union Européenne. D'un autre côté, les États-Unis n'ont pas d'intérêt stratégique à ouvrir des fronts commerciaux avec la Chine et son principal partenaire commercial et allié, l'Union Européenne, en même temps. La volonté de trouver un compromis réalisable pourrait donc être forte des deux côtés.

Le compromis réalisable pourrait prendre la forme d'un TTIP léger. Personne ne veut plus utiliser l'acronyme TTIP, mais il s'agirait d'un accord de libre-échange avec de nombreuses exceptions, n'abordant pas les chapitres hautement politisés tels que l'ISDS ou les marchés publics. Une version allégée du TTIP.

L'Union Européenne pourrait pousser à exclure l'agriculture, mais les États-Unis ont intérêt à accroître leurs exportations et à rééquilibrer le déficit commercial du secteur. En fin de compte, la discussion pourrait porter les niveaux acceptables d'exceptions sans pour autant exclure aucun secteur a priori. Il s'agit d'une pente glissante en ce qui concerne le secteur agroalimentaire de l'Union Européenne, car ses intérêts défensifs sont particulièrement importants dans les secteurs de la viande et l'emportent sur ses intérêts offensifs.

L'IMPACT CUMULE DU BREXIT ET DES NEGOCIATIONS SUR LE COMMERCE

Tant le Brexit que la somme des nombreuses négociations commerciales apporteront des volumes supplémentaires importées sur le marché intérieur de l'UE, causant une dépréciation des prix, amaigrissant les revenus des agriculteurs et ayant un impact potentiellement fort sur les secteurs de la viande, du sucre et des transformateurs d'éthanol.

L'impact du Brexit sera d'autant plus élevé, voire même catastrophique si, en cas de Brexit "Dur", le Royaume-Uni et l'Union Européenne à 27 décidaient d'appliquer leurs droits de douane consolidés à l'OMC aux échanges mutuels. Seul le scénario dans lequel le Royaume-Uni resterait dans l'union douanière mais donc ne serait pas libre de négocier des accords de libre-échange avec d'autres pays ne causerait aucun impact.

Au Brexit s'ajoute l'impact de tous les accords de libre-échange négociés et en cours de négociation par l'Union Européenne, qui viendront amplifier ces conséquences négatives. A la clé, il s'agit de quantités supplémentaires très importantes de viande bovine sur le marché intérieur, idem pour la viande de porc et la volaille.

Sur le sucre et l'éthanol l'impact pourrait s'avérer moins dramatique que pour le secteur de la viande, mais cela obérerait singulièrement les perspectives de la production de betterave à sucre dans l'UE.

L'actuelle PAC n'est pas conçue pour répondre à un impact aussi dramatique. Il manque d'outils de gestion des marchés, d'outils de résilience et les réserves budgétaires pour de tels événements.

La PAC réformée proposée serait encore moins préparée, avec un budget proposé en baisse de 12% et sans nouvel outil européen des crises.

Point crucial: la Commission prévoit, avec les politiques de cohésion, des coupes importantes du budget PAC (et de celui des politiques de cohésion), alors que le secteur agroalimentaire sera le plus affecté par le Brexit et les négociations commerciales.

Le président de la Commission a déclaré que le budget proposé de l'Union Européenne pour 2021-27 dispose de la flexibilité nécessaire pour réagir aux conséquences négatives du Brexit. Le secteur qui souffrira le plus est indéniablement le secteur agroalimentaire. Au lieu de réduire le budget de la PAC, la Commission devrait inverser le cap et au moins maintenir l'enveloppe de la PAC post-Brexit. L'UE devrait intégrer dans la nouvelle PAC le déploiement de mécanismes de résilience - assurance-récolte et revenu et fonds mutuels - et créer une réserve de crise réelle et significative apte à conforter et compléter ces outils.